



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8374>

Coup d'Etat électoral au Honduras

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 02.2017 - Journal des Alternatives. Vol.8 - No.09, décembre 2017 -

Date de mise en ligne : jeudi 30 novembre 2017

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés



Ils ont osé ! On pressentait depuis dimanche qu'une fraude massive se tramait au Honduras pour priver la gauche de sa victoire à la présidentielle. Sondages orientés et retards inexplicables dans le décompte des bulletins avaient toutefois été contrecarrés, lundi aux aurores, par la divulgation de [résultats partiels](#) : sur la base de 57% des suffrages exprimés, le président sortant, Juan Orlando Hernández (JOH) - malgré les achats de voix massifs et le bidonnage des listes électorales -, était battu de 5% des voix (45% à 40%).

Puis plus rien. Pannes informatiques et silence radio. Alors que le vainqueur de 2013 avait été déclaré le lendemain du scrutin sur la base des deux tiers des bulletins (à 34% contre 29% !), cette année le Tribunal électoral a estimé devoir attendre la fin du dépouillement, jeudi, pour oindre le futur président. Avant d'annoncer, soudain, mercredi matin, qu'avec 77% des suffrages décomptés, les deux candidats se trouvaient mathématiquement à égalité ! Et jeudi après-midi, JOH était évidemment passé devant.

Bref, une farce démocratique. Ou plutôt l'aboutissement du coup d'Etat électoral débuté en 2015 avec l'autorisation anticonstitutionnelle donnée à M. Hernández, par une justice aux ordres, de se représenter. On se souvient que pour avoir voulu sonder le peuple en 2009 sur la possibilité de modifier la constitution pour permettre un second mandat, le président progressiste Manuel Zelaya avait été renversé, avec l'assentiment des Chancelleries et médias occidentaux...

Comment réagiront-ils cette fois à ce nouveau déni démocratique auquel leurs observateurs ont assisté en première loge ? Les milliers de Honduriens qui descendront dans la rue, au risque de leur vie, pour défendre leur victoire auraient bien besoin d'un soutien sans faille. Car leur combat, légitime, est aussi difficile qu'oublié. Depuis le coup d'Etat de 2009, le Honduras présente le taux le plus élevé d'assassinats politiques dans le monde, par rapport à sa population. Ecologistes, syndicalistes, paysans, indigènes, chaque année des dizaines de militants sont assassinés, à l'instar de Berta Cáceres, tuée par les sbires d'une entreprise hydroélectrique avec la complicité des forces de l'ordre.

Face à cet Etat politico-mafieux, où l'impunité des crimes sociaux et politiques avoisine les 95%, on attend avec impatience que le parlement européen attribue à ses opposants le même prix Sakharov des droits humains qu'il a décerné cet été aux activistes d'un autre Etat latino-américain... Ou que l'Organisation des Etats américains dénonce, là aussi, haut et fort, la dérive autoritaire et anticonstitutionnelle du président Hernández. Et que l'Union européenne et les Etats-Unis prennent bien entendu des sanctions économiques contre Tegucigalpa tant que l'ordre constitutionnel ne sera pas rétabli.

C'est comme si on y était !